

# Exigeons le retrait du CPE ! Exigeons le retrait du CNE ! Exigeons le retrait de la loi sur « l'égalité des chances »



## Communiqué de l'Union syndicale Solidaires

Etudiants, lycéens et salariés de toutes générations ont exprimé leur ras-le-bol de la précarité et leur refus du CPE et du CNE. Le 1er Ministre s'acharne pourtant à en vanter les mérites et répond par l'intransigeance et le mépris à l'exigence forte qui monte partout dans le pays depuis plus d'un mois.

Etudiants et lycéens continuent leur mouvement et le développent chaque jour un peu plus.

Tous les salariés sont concernés par le CPE : si on le laisse passer, nous savons bien qu'ensuite ce sera au tour du CDI d'être mis en cause. Globalement, la précarité gagne tous les secteurs. Aucune profession n'est à l'abri, ni dans le public, ni dans le privé. Partout ils veulent des salariés dociles : le meilleur moyen pour cela est d'affaiblir le droit du travail et les garanties collectives et statutaires. Le CPE, c'est la possibilité à tout moment de licencier sans motif n'importe quel salarié de moins de 26 ans durant deux ans. Le CNE, c'est la possibilité de licencier sans motif n'importe quel salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés. Les contrats précaires ( CDD, seniors, stagiaires, CI-RMA, contractuels...) sont déjà très nombreux. Contre la précarité, le gouvernement ne propose qu'une solution : créer de nouveaux contrats encore plus précaires ! Avec toutes ces mesures, tous les salariés sont entraînés dans un mouvement d'affaiblissement de leurs droits : l'absence de droits de certains salariés dans une entreprise précarise en cascade tous les salariés de toutes les entreprises.

### Bloquer le pays par une grève interprofessionnelle

Les étudiants et lycéens sont dans l'action depuis plus d'un mois. Les journées de manifestations et de débrayages n'ont pas suffi pour faire reculer le gouvernement ; il faut maintenant passer à une étape supérieure : bloquer le pays par la grève interprofessionnelle.

Le 28 mars, c'est aussi notre réponse aux violences policières et à la responsabilité gouvernementale dans cette situation. Cyril, salarié de Orange et adhérent de Sud Ptt, est dans le coma suite à des exactions policières à la fin de la manifestation du 18 mars à Paris.

L'ensemble des organisations syndicales de salariés, étudiantes et lycéennes appellent à une journée de grèves et de manifestations dans tout le pays le 28 mars. Ce jour-là, la grève doit être massive dans toutes les entreprises publiques et privées. Et il nous faut débattre dès maintenant des suites du mouvement si le gouvernement continue à faire la sourde oreille !

**Nous pouvons et nous devons gagner :  
retrait du CPE et du CNE**

**Toutes et tous en grève  
toutes et tous dans la rue mardi 28 mars**

### Jeudi 23 mars : grosses manifestations de lycéens et d'étudiants.

450 000 manifestants dans tout le pays ! 5000 à Toulon, 250 à Draguignan, 300 à Hyères.

Mais il n'y a pas que ces manifestations dans le Var hier : les lycées continuent à être bloqués et plusieurs actions ont été menées comme l'action des étudiants qui ont enterré le code du travail sur la place de la Liberté.

**La fédération Sud éducation appelle à construire une grève massive pour le mardi 28 mars et à mettre en place les conditions de sa reconduction si le pouvoir persiste dans son obstination.**



**Assemblée générale inter établissements  
Vendredi 24 mars -10h Amphi 400  
(Université, campus de La Garde)**

**Mardi 28 mars tou-te-s en grève et dans la rue !!!**

**Toulon : 10h place de la Liberté**

**Draguignan : 10h30 devant la sous-préfecture**